



Stop Erdoğan

La Turquie est au bord de la guerre civile. Son président, Recep Tayyip Erdoğan, licencie, emprisonne, destitue, liquide tous ceux, toutes celles qui pourraient s'opposer à son rêve de pouvoir absolu. Sa cible privilégiée est le peuple kurde, non seulement en Turquie, mais aussi au Rojava (Kurdistan de Syrie) où il entend détruire la mise en place d'un mode de gouvernance démocratique, décentralisé, pluriethnique, pluriconfessionnel et imposer son régime islamo-fasciste.

Il manipule les pays européens avec un odieux chantage dont les réfugiés et migrants sont les premières victimes et pratique le double jeu avec Daesh (groupe Etat islamique - EI). La Turquie, membre de l'OTAN, n'est plus un partenaire fiable. Elle est une menace pour le monde. Elle est une menace pour la paix. Le Moyen-Orient ne retrouvera sa sérénité sans une solution politique juste pour les quarante millions de Kurdes, un peuple sans Etat, écartelé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, que les accords Sykes-Picot ont sacrifiés au profit des intérêts franco-britanniques.

Abdullah Öcalan, le «Mandela kurde», le père du «confédéralisme démocratique», appelle à nouveau, du fond de sa prison, à la reprise des négociations, avec des propositions constructives. «*Tout pourrait être réglé en six mois*» affirme-t-il, mais le monarque turc ne veut rien entendre : il veut la guerre partout et l'a déjà montré en faisant assassiner, à Paris même, le 9 janvier 2013, trois militantes kurdes pour lesquelles nous demandons «Vérité» et «Justice».

40 millions de Kurdes

La crise syrienne révèle au grand jour des antagonismes profonds entre puissances régionales, des intérêts divergents entre les grandes puissances mondiales, et aussi une propension à instrumentaliser et à diaboliser les revendications kurdes. On oublie que les Kurdes sont 40 millions ! A titre de comparaison les Israéliens, les Palestiniens, les Jordaniens, les Libyens sont de 6 à 8 millions chacun, les Saoudiens 26 millions, les Syriens 22 millions dont 15% de Kurdes, les Irakiens sont 29 millions dont 24% de Kurdes, les Turcs 74 millions dont 20 à 25 % de Kurdes, les Iraniens 77 millions dont 12% de Kurdes.



On peut ergoter sur les chiffres et les pourcentages, on peut tirer argument de la puissance économique des uns ou de la position stratégique des autres, mais les faits sont là : les politiques d'éradication et/ou d'assimilation menées à l'encontre des Kurdes par les Saddam Hussein, Hafez et Bachar el-Assad, Atatürk et par bien d'autres avant eux, ont toutes échoué. Le président-dictateur Erdoğan le sait. C'est pourquoi il met en place une répression implacable, scientifique, féroce basée sur la peur, la violence, l'élimination des élites et la confiscation des moyens de communication.

La politique de la terreur en Turquie

C'est notamment après les élections du 7 juin 2015, qu'il avait fait annuler parce qu'elles lui avaient fait perdre sa majorité absolue au sein du Parlement de Turquie, qu'Erdoğan a montré son vrai visage. Le vrai coup d'Etat n'est pas celui avorté du 15 juillet 2016, porté par une singulière manœuvre militaire, mais celui préparé méthodiquement par un président qui élimine ses opposants et ses anciens amis pour arriver au pouvoir absolu. Le processus de paix brutalement interrompu a fait place à une politique de terrorisme d'Etat visant en premier lieu les Kurdes : exactions en tout genre, couvre-feux arbitraires, arrestations de masse, mise en détention de milliers de personnes dont de nombreux élus locaux, tortures, viols, assassinats, déplacement de plus de 500 000 personnes, levée de l'immunité parlementaire des députés kurdes, révocation de 33 co-maires kurdes, remplacés illégalement par des administrateurs nommés par le gouvernement.

Les purges (licenciement, incarcération) frappent par milliers l'armée, la justice, l'éducation et les médias. Des sites archéologiques millénaires classés au Patrimoine mondial par l'Unesco ont été détruits, comme a pu le constater une délégation de la CNSK qui s'est rendue à Diyarbakir en mars 2016, où elle a recueilli de nombreux témoignages.



Le double jeu d'Erdoğan

Depuis des années, les services secrets turcs (MIT) fournissent une aide militaire à Daesh, dont les combattants djihadistes peuvent bénéficier de soins médicaux gratuits en Turquie. Daesh, pour écouler les produits des gisements pétroliers tombés sous son contrôle, qui constituent l'une de ses principales ressources pour financer sa guerre, peut compter sur la complicité de la Turquie qui est, c'est reconnu par tous les experts, le premier destinataire du pétrole du groupe armé. Ce double jeu et le climat instable avec des relents de guerre civile qui s'installe en Turquie inquiètent le Pentagone américain au point que les familles des militaires américains et les personnels civils installés dans les quatre bases de l'OTAN en Turquie ont été rapatriés et que les personnels militaires ont été mis en état d'alerte. La Turquie, membre de l'OTAN, n'est pas un allié sûr et les armes nucléaires américaines stockées sur la base aérienne d'Incirlik ne sont pas en sécurité absolue. C'est donc la sécurité mondiale qui est menacée.

Adepte du double jeu, Erdoğan met sur le même pied d'égalité Daesh et le PKK. C'est inacceptable. Le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) est un mouvement de résistance populaire, il combat le terrorisme et prône une société d'égalité hommes-femmes, de respect des croyances et des minorités, de liberté et de démocratie. Daesh, c'est l'obscurantisme, la violence, l'intolérance et la charia.

La France doit prendre toutes initiatives politiques visant à restaurer le dialogue entre le gouvernement turc et Abdullah Öcalan et doit agir, auprès de l'Union européenne, pour que le PKK soit retiré de la liste des organisations terroristes.

Syrie : Erdoğan au Şehba ou la guerre de trop

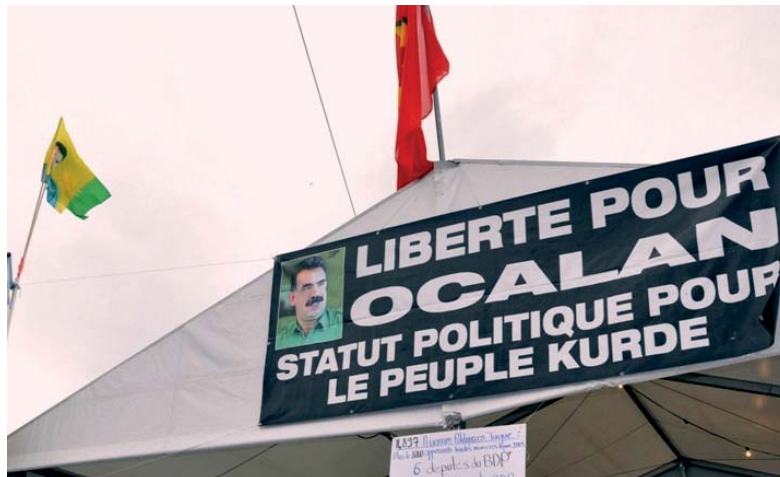
Le Şehba est la région du nord de la Syrie comprise entre l'Euphrate et le canton d'Efrîn, revendiquée par les Kurdes du Rojava qui veulent la libérer pour relier les cantons de Kobanê et d'Efrîn. Le 24 août, une quarantaine de blindés turcs sont entrés au Şehba par Jarabulus, accompagnés de 1 500 supplétifs arabes et turkmènes djihadistes.



Présentée par Erdoğan comme une campagne de «libération», l'opération «Bouclier de l'Euphrate» a rapidement montré son vrai visage. Dès les premiers jours de l'attaque, il est apparu que Daesh avait en effet abandonné Jarabulus et des dizaines de villages le long de la frontière, occupés sans combats. Les forces d'invasion se sont ensuite tournées vers le territoire précédemment libéré par les Forces démocratiques syriennes (FDS) et ont attaqué ces dernières, Erdoğan ne se cachant plus de vouloir en priorité éliminer les FDS et d'envahir Manbij. Les FDS ont dû se replier au sud de la rivière Sajur le 29 août. Les USA ayant appelé la Turquie à cesser d'attaquer les FDS et à «se concentrer sur l'EI», Erdoğan a dû s'exécuter et redéployer l'offensive vers l'ouest. Bombardements indiscriminés de villages, pillages et incendies des habitations kurdes continuent depuis, tandis que Jarabulus est de facto annexée à la Turquie. Cette invasion décrédibilise un peu plus Erdoğan au plan international. Les Américains ont compris que son obsession était la destruction de la fédération multiethnique du nord de la Syrie et non la défaite de l'EI. La Maison Blanche a indiqué vouloir armer directement les FDS et sa principale composante, les YPG/J kurdes, les «meilleurs alliés de la Coalition». Il ne reste plus à Erdoğan que deux issues : soit laisser ses amis djihadistes s'enliser au Şehba, soit tenter une invasion turque massive, qui conduira à une confrontation inévitable avec les FDS d'un côté, le régime et donc les Russes de l'autre. Quoi qu'il fasse, il est de plus en plus seul dans ses aventures guerrières et ses manœuvres de déstabilisation du Moyen-Orient.

Libérez Öcalan

Abdullah Öcalan, leader incontesté du peuple kurde de Turquie (mais pas seulement), fondateur du PKK est emprisonné depuis 1999 sur l'île-bagne d'Imrali en mer de Marmara, où il est soumis à un régime d'isolement total. Il n'en reste pas moins, fort du soutien de son peuple, l'interlocuteur incontournable avec lequel la Turquie doit négocier pour trouver une solution politique durable et la paix des armes, en échange de garanties législatives et constitutionnelles concrètes.



Ses propositions de «confédéralisme démocratique» sont fondées sur la démocratie directe. Ce concept – démocratie, socialisme, écologie, féminisme – adopté par l'Assemblée législative du Rojava, permet à chaque canton d'élire des assemblées citoyennes décentralisées et de se doter de structures de gouvernance incluant toutes les nationalités et toutes les religions. Ce modèle social

laïque d'autonomie démocratique, initié par Abdullah Öcalan et mis en place au Rojava par le PYD (Parti de l'Union démocratique), est combattu par la Turquie, hier kémaliste, aujourd'hui islamiste. Il n'est soutenu ni par les Etats-Unis ni par les pays européens, qui le trouvent bien trop révolutionnaire. Pourtant Abdullah Öcalan l'affirme en lançant un nouvel appel à la paix et à la négociation : «*tout pourrait être réglé en six mois*».

Dans le contexte terrible de guerre actuelle contre Daesh, où l'unité doit prévaloir, des mesures concrètes doivent être prises en faveur des Kurdes : le retrait du PKK de la liste des organisations terroristes et la libération d'Abdullah Öcalan, le «Mandela kurde».

Vérité et justice pour Sakîne, Leyla et Rojbîn

Dans la nuit du 9 janvier 2013, trois militantes kurdes sont exécutées à bout portant dans leur bureau à Paris. L'enquête policière et l'instruction ont conclu à la responsabilité d'un nationaliste turc d'extrême-droite, Omer Güney, dont les liens avec les services secrets turcs (MIT) sont avérés. Le procès du présumé coupable doit se tenir en janvier 2017 à Paris.



Nous exigeons que la vérité éclate et que la justice passe. Nous exigeons que les commanditaires soient démasqués et que la responsabilité d'Erdoğan, «patron» du MIT, soit clairement établie. Celles des services secrets français aussi : connaissaient-ils ce projet d'assassinat ? Ont-ils été abusés ? Ont-ils été complices, passifs ou actifs ? Il en va du respect des droits humains dans le monde, mais aussi du respect de la démocratie et du droit d'asile dans notre pays.

Alternative Libertaire - Amis du Peuple kurde en Alsace - Amitiés Corse Kurdistan - Amitiés kurdes de Bretagne (AKB) - Amitiés kurdes de Lyon Rhône Alpes - Association iséroise des Amis des Kurdes (AIAK) - Association Solidarité France-Kurdistan (ASFK) - Centre d'Information du Kurdistan (CIK) - Conseil démocratique kurde de France (CDKF) - Mouvement de la Jeunesse communiste de France - Mouvement de la Paix - MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Parti Communiste Français (PCF) - Réseau Sortir du Colonialisme - Union Démocratique Bretonne (UDB) - Union Syndicale Solidaire - Solidarité et Liberté (Marseille).